

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en juillet 2011. Nous l'avons également féminisé.

Il s'agit d'un chapitre d'un livre collectif intitulé « *Luttes ouvrières* », paru en 1977 aux éditions « Floréal » qui sont liées à la revue d'histoire populaire « *Le peuple français* ».

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés et traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

ROUEN 1848 : LA SAINT-BARTÉLÉMY ROUGE

Vivre en travaillant ou mourir en combattant

[La Bourgeoisie]... ne sait encore à quelles causes, attribuer les insurrections de Rouen, d'Elbeuf, de Limoges et des autres provinces.

Les causes ?

Mais c'est la République de Février, Messieurs, qui, avant d'agoniser, se tord dans des convulsions terribles !

C'est le prolétariat qu'on voulait endormir et qui se réveille le ventre vide !

C'est la question sociale qui se pose de nouveau devant vous, plus menaçante que jamais !

C'est la misère qui devient, à la fin, insupportable !

C'est la faim, cette vieille révolutionnaire de Lyon, de Saint-Étienne, de Rive-de-Gier, et de Buzançais !

*Le Représentant du Peuple
(Journal de Proudhon)
3 mai 1848*

En 1848, une révolution renverse la monarchie de Juillet et met en place un Gouvernement Provisoire Républicain : changement de régime certes, que l'on s'empresse de mettre en évidence par des mesures de façade. Mais qu'y a-t-il de changé pour le peuple ? Rien - ou presque. La condition ouvrière reste la même, aussi misérable et précaire qu'auparavant.

Si la Révolution de février 1848 sonne le glas de la Monarchie, elle ne met pas fin à l'agitation populaire, bien au contraire ; le mouvement ouvrier continue de façon autonome contre le nouveau gouvernement, dénonçant la « République Bourgeoise » mise en place, par opposition à la « Vraie République », celle du peuple.

Après avoir utilisé l'insurrection de Février pour prendre le pouvoir, la bourgeoisie n'hésite pas à se retourner contre le peuple et à tirer sur lui. L'exemple le plus connu en est celui des « Journées » de Juin 1848 à Paris, au cours desquelles les bourgeois massacrent les travailleurs/euses à coups de canon, faisant près de 2000 morts et des milliers de blessés et d'emprisonnés.

En fait on s'aperçoit que le cas de Paris n'est pas isolé, et surtout qu'il ne représente pas la première épreuve de force entre la bourgeoisie maîtresse du pouvoir depuis février et le peuple. De nombreuses villes de province ont dès le mois de mars été le théâtre d'affrontements parfois sanglants. Nous développons ici les exemples de Rouen et d'Elbeuf, où, en Avril, la Garde nationale et l'armée utilisent le canon contre les ouvriers. On peut signaler également les troubles de Nîmes, de Rodez, de Saint-Étienne, de Lille, de Marseille, etc. et les événements de Limoges où les ouvriers ont constitué des milices ouvrières et pris le pouvoir à deux reprises (les 25 février et 27 avril) pour éviter que la ville ne tombe aux mains des bourgeois.

Il n'y a donc pas eu une « Révolution » en février puis des « Journées » en juin 1848, mais une longue période révolutionnaire qui a débuté en fait dès 1846-47 par des troubles agraires (par exemple en 1847 à Buzançais dans le Berry). L'agitation se poursuit durant toute l'année 1848 en de nombreuses régions de France ; elle ne se terminera réellement qu'en décembre 1851 avec le Coup d'État de Napoléon III (appelé par les contemporains « La Révolution de 1851 ») : à cette date, de violents combats opposeront en plusieurs endroits la troupe et le peuple en armes.

Rouen : une cité prospère ?

Rouen est en 1848 une des plus grandes villes de France, avec près de 100 000 habitants. C'est une cité qui se dit prospère : capitale d'une région industrielle textile, elle a vu s'établir des fortunes considérables. La Halle aux toiles est un marché renommé ; la ville est depuis 1843 reliée à Paris par le chemin de fer, et tout récemment au Havre (1847).

Seuls maîtres de la municipalité et de la Garde nationale dont le recrutement est censitaire (1) les bourgeois s'accommodent fort bien de la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe. Le mot d'ordre du gouvernement Guizot : « Enrichissez-vous » a été suivi. Par contre ils surveillent avec vigilance et inquiétude une population ouvrière importante : près de 28 000 hommes et femmes qui travaillent à Rouen ou dans les faubourgs ; sans compter les ouvriers des vallées industrielles qui entourent Rouen et où se sont installées un grand nombre d'usines textiles : Barentin et Duclair au nord-ouest, Malaunay au Nord, Darnétal à l'est et surtout le grand centre de l'industrie lainière, Elbeuf, au sud. Les ruelles étroites, sombres et insalubres du centre ville ou de la rive gauche (Saint-Sever, Sotteville), où s'entasse la population ouvrière, ont pour les bourgeois une mauvaise réputation : « travaillés par les agents du désordre », disent les possédants qui préfèrent se regrouper, par exemple dans le Faubourg Cauchoise, surnommé par le peuple La Côte d'Or.

Quelques intellectuels cependant, exerçant surtout des professions libérales, rêvent de renverser la Monarchie. Cette gauche républicaine et bourgeoise a fondé un Comité démocratique qui tient son quartier général au café Dubuc, rue du Grand-Pont ; tous les soirs, « on y prenait sa bouteille de bière et on escomptait les moyens de renverser Louis-Philippe ». Son président, Deschamps, avocat, est le fondateur du journal *La Réforme*, criblé de dettes en raison d'attaques répétées de la part du gouvernement. Quant au *Journal de Rouen*, quotidien d'information, il représente les intérêts de la bourgeoisie conservatrice, qui espère une république réformatrice ne bouleversant pas la société et n'atteignant pas leurs privilèges de possédants. Enfin deux journaux monarchistes paraissent dans la ville *Le Mémorial* et *L'Impartial*.

La République est proclamée

C'est le 24 février vers 16 heures que parvient par le chemin de fer la nouvelle de la chute du gouvernement Guizot et de la démission de Louis Philippe. Aussitôt une foule nombreuse se rend à la gare, dans l'attente impatiente de nouvelles plus précises ; les locaux du *Journal de Rouen*, rue Saint-Lô, sont également envahis par de nombreux Rouennais qui guettent l'arrivée des dépêches télégraphiques.

Lorsque parvient le 25 au matin l'annonce de la proclamation de la République à Paris et de la formation d'un gouvernement provisoire, l'anxiété des uns se transforme en consternation, l'espoir des autres en liesse. Le peuple, porteur de drapeaux tricolores, se rassemble peu à peu devant l'Hôtel de Ville, place Saint-Ouen, aux cris de « Vive la République ! ». « On croyait à la délivrance, à la liberté, au socialisme » raconte plus tard un témoin qui a participé à l'invasion de la salle du Conseil municipal réuni d'urgence. « On les voyait tout tremblants de peur, car ils savaient les crimes dont ils étaient coupables depuis 18 ans, les ventrus et les repus. »

Cependant le rassemblement, composé en majorité d'ouvriers venus avec leur femme et leurs enfants, grossit devant la mairie. Apeurée et désireuse de montrer sa fermeté, la bourgeoisie municipale lance son premier appel au calme : « Ouvriers, comprenez bien que c'est à vous surtout que toute agitation serait funeste. »

Pourtant la réaction du maire, Fleury, a témoigné d'une rapide et prudente soumission aux événements : la municipalité existante est déclarée provisoire, mais admet aux délibérations du Conseil municipal qui siège en permanence cinq membres délégués du Comité Démocratique, dont son président, Deschamps. Cette concession

aux démocrates n'est pas accueillie favorablement par la bourgeoisie conservatrice, et en particulier par la Garde nationale.

La Garde nationale se trouve être la seule force armée de la cité, après l'évacuation volontaire le matin même de la garnison commandée par le général royaliste de Castellanne, qui a emmené ses troupes camper sur les hauteurs de Maromme. Aussi reçoit-elle de fermes consignes : « Gardes Nationaux c'est à vous qu'appartient la mission difficile de faire respecter l'ordre et la liberté. »

Et bientôt en effet les représentants du gouvernement provisoire vont assister sans broncher aux violents combats qui opposeront les bourgeois aux ouvrierEs, la Garde nationale au peuple désarmé.

Premiers incidents

De la République, le peuple attend tout, et surtout la fin d'un chômage qui s'aggrave depuis des mois. Aussi est-il impatient de s'en prendre à ceux qu'il accuse d'être directement responsables de sa misère : le chemin de fer, qui a privé d'emploi un grand nombre de bateliers, éclusiers et voituriers, les machines et la main-d'oeuvre étrangère.

Dès le 25 au soir, la foule envahit la gare de la rue Verte, dont elle parvient à briser les vitres. Un autre groupe menace la station de Saint-Sever. Plus tard dans la nuit, un début d'incendie se déclare au pont ferroviaire de l'Île Brouilly, dit aussi Pont aux Anglais, car il avait été récemment construit avec l'aide d'ingénieurs et d'ouvriers anglais. D'ailleurs les dégâts sur la ligne de Paris à Rouen sont suffisamment importants pour que le Gouvernement provisoire charge une expédition de Gardes Nationaux sous la conduite de polytechniciens, de suivre à pied la voie en arrêtant les suspects et réparant les dégâts, au nom de la « Défense de la propriété privée (2) ». À Rouen, 52 suspects sont arrêtés dans la nuit du 25 au 26, et la Garde nationale en profite pour accuser les membres du Comité Démocratique d'être les instigateurs de ces incidents.

Le 27, les ouvrières de la filature de lin à la mécanique *La Foudre* à Petit-Quevilly envahissent leur usine. Elles obtiennent le renvoi et le rapatriement de 50 ouvrières anglaises et irlandaises, embauchées comme étant plus aptes à conduire les nouvelles machines utilisées. À Sotteville, ce sont les ateliers anglais Alcard et Buddicum qui sont envahis ; tandis qu'à Bernay (Eure), aux cris de : « À bas les machines », les ouvrierEs obligent les patrons à ne plus utiliser celles-ci. L'usine Grandin à Elbeuf est incendiée.

Ces incidents sont le prétexte au retour immédiat dans Rouen des troupes de ligne. Dès le 26 au matin, des délégués de la municipalité vont demander l'aide du général de Castellanne, qui se met aussitôt à la disposition de la mairie.

Peu à peu les manifestations prennent un caractère plus nettement revendicatif. Le 28 février, 4 à 500 ouvrierEs des vallées de Pavilly et de Barentin marchent vers Duclair en réclamant la diminution de l'horaire journalier de travail. Les habitantEs des villages traversés leur offrent du pain et du cidre en signe de solidarité. Le même jour, MM. Renard et Masson fils, propriétaires d'une filature à Villers-Escalles, préviennent Deschamps, qui vient d'être nommé commissaire du Gouvernement provisoire dans le département, qu'« une marche de 1 000 à 1 500 individus armés de bâtons » a eu lieu dans la vallée de l'Austreberthe (nord-ouest de Rouen) ; que ceux-ci ont exigé la promesse écrite de revenir sur l'abaissement des salaires et d'améliorer le règlement intérieur de la filature. En attendant, les ouvrierEs se sont mis en grève et interdisent l'entrée des ateliers. Des mouvements semblables ont lieu à Rouen, Déville, Sotteville, Maromme. Dans les jours qui suivent, les menaces se précisent : le 4 mars on parle de « faire danser les chefs d'industrie ». Trois filatures de Barentin sont fermées, mais en général les patrons sont obligés de céder, après « de justes et paternelles remontrances » à leur ouvrierEs. « Nous ne pouvons renoncer au droit naturel conforme à la raison d'être maîtres chez nous, d'y maintenir l'ordre et la police qui n'existent qu'au moyen des formes hiérarchiques. »

Tous demandent l'intervention efficace des représentants du Gouvernement provisoire. Devant la montée de la colère populaire, Deschamps ordonne une enquête. Celle-ci est dirigée par le procureur Sénard, avocat du barreau de Rouen sous la Monarchie de Juillet, représentant de la bourgeoisie conservatrice. « C'est une poignée d'hommes qui soulève tout et qui fait tout le mal », conclut-il. Aussitôt le commissaire du Gouvernement prend des mesures : le 29, arrive à Rouen un escadron de hussards chargés du maintien de l'ordre ; le même jour, Deschamps fait savoir aux ouvrierEs qu'ils doivent adresser « sous forme de pétitions, leurs justes prétentions ; nous les étudierons, les transmettrons à la Chambre des Députés de la Nation dès qu'elle sera constituée » (3).

Aussitôt un monceau de pétitions s'entassent sur son bureau : les ouvriers maçons et plâtriers réclament la suppression des heures supplémentaires, source de chômage et causes d'accidents dus à la fatigue ; les ouvrières indiennes exigent la diminution à 10 heures de la journée de travail. Partout on se plaint du non-respect des engagements pris par les industriels et on évoque le tableau affligeant dans le département de « 200 000 individus de tous âges manquant de pain, faute de travail ». Les ouvriers batteurs en grange déplorent la mécanisation qui les prive de leurs gagne-pain ; jusqu'aux musiciens civils qui se plaignent de la concurrence de la musique militaire.

Les pétitions cependant ne font pas cesser l'agitation qui gagne d'autres centres industriels du département : à Lillebonne, le maire a donné au Comité des Travailleurs l'autorisation de se réunir aussi souvent qu'il le souhaite dans la Halle à l'avoine ; malgré tout, de nombreuses arrestations sont opérées par la Garde nationale le jour où les ouvriers organisent une manifestation qui doit rejoindre un cortège parti de Bolbec en réclamant du travail et du pain.

Inquiet, le maire de Rouen convoque pour le 1^{er} mars une réunion des chefs de fabrique afin de voir quelles mesures peuvent être immédiatement prises en l'absence d'une nouvelle législation du travail.

Une République de façade

Le Gouvernement provisoire nomme, pour chaque département un « Commissaire » investi des mêmes pouvoirs que le préfet dont il prend la place.

Deschamps, nommé sur l'intervention personnelle de Ledru-Rollin, représente la gauche de la bourgeoisie républicaine. C'est lui qui désigne, le 29 février, la nouvelle administration municipale, formée pour 1/3 de démocrates avancés, 1/3 d'ouvriers choisis parmi les plus instruits; il garde cependant 1/3 des membres de l'ancienne administration, malgré leurs opinions monarchistes, mais tous les bourgeois officiers de la Garde nationale sont évincés. Le maire, Leballeur, est assisté d'adjoints dont la plupart sont des membres de l'ancien Comité Démocratique : Lemasson, Durand, Neveu, etc. Le poste de Colonel de la Garde-nationale est confié au citoyen Quenet, célèbre à Rouen pour sa participation aux journées révolutionnaires de 1830, les autres officiers restent les mêmes.

Le 1^{er} mars, a lieu à Rouen la proclamation officielle et solennelle de la République. Des rues sont débaptisées : la rue Royale devient rue de la République tandis que la rue Joinville reçoit le nom d'un journaliste républicain natif de la cité et récemment décédé : Armand Carrel.

Après l'ouverture à Rouen d'ateliers et de chantiers communaux où s'inscrivent bientôt plus de 9 000 chômeurs, et le décret du 2 mars qui ramène en province la journée de travail de 12 heures à 11 heures, les autorités espèrent un rapide retour au calme (4).

Les unes après les autres, parviennent du reste du département les adhésions des municipalités à la République. Peu nombreux sont les conseils qui ont démissionné, mais tous attendent du nouveau régime qu'il assure « l'ordre, la défense et l'indépendance du pays ». Répondant à une enquête du commissaire du Gouvernement, les maires affirment que « la Garde nationale est toute disposée à servir en cas de besoin » pour défendre « la liberté jointe à l'ordre public ». D'ailleurs les autorités se félicitent du calme de la population rurale, qui, voyant le noble et le curé se rallier au nouveau régime, leur emboîte le pas. « Les événements politiques qui viennent de s'accomplir ne l'ont pas agitée, l'esprit de la masse n'a pas l'air de s'en apercevoir ; tant que le travail et la subsistance ne manqueront pas, je pense qu'il n'y aura pas à craindre de troubles. » (Lettre d'un maire.) Plus significative est la « profession de foi politique » envoyée par J. Mertel, maire de Bertreville-Saint-Ouen : « Citoyens, que ce mot de République ne nous épouvante pas. Ayons confiance en elle, ne tremblons pas en 1848 aux souvenirs de 93. ». Le Gouvernement provisoire considère donc bien le peuple comme l'ennemi principal, et veut ignorer l'opposition royaliste qui risque de profiter de la situation.

À Rouen, des incidents éclatent quotidiennement entre les Gardes nationaux de faction à la mairie et ceux des membres de l'administration municipale appartenant au parti démocratique. Par le décret du 8 mars, la Garde nationale est ouverte à tous ; mais à Rouen en attendant les 4 000 fusils demandés à Ledru-Rollin pour équiper les nouveaux bataillons, les bourgeois refusent de mettre leurs armes à la disposition des gardes ouvriers.

Le peuple reste donc désarmé, cependant que la tension s'aggrave de jour en jour entre les deux camps.

Un printemps chaud

À la fin mars, les manifestations sont quotidiennes. Les dimanche 26 et lundi 27, les ouvrierEs des environs se réunissent à Rouen et fraternisent avec ceux des chantiers communaux, où la propagande démocratique est intense. Le même jour, le 27, a lieu le jugement d'ouvriers arrêtés au début du mois pour avoir envahi la filature de Lemoine-Gandon à Malaunay, et s'être emparé du chef de fabrique qu'ils avaient conduit à Rouen pieds nus et la corde au cou, afin d'exiger le paiement immédiat d'arriérés de salaire. Ils sont condamnés, dans un palais de justice en état de siège, à des peines variant de 15 jours à 6 semaines de prison. Aussitôt la foule qui s'était rassemblée place Saint-Ouen se dirige vers la prison de Bicêtre pour obtenir leur libération ; le cortège parvient à pénétrer dans la première cour, mais on ne met en liberté que l'ouvrier Blanchard, inculpé lors de l'incendie en février du pont de chemin de fer. Une délégation envoyée le lendemain chez le procureur Sénard n'a pas plus de succès, mais la troupe de ligne et la Garde nationale, qui ont pris position devant le palais de justice et la prison, interdisent toute manifestation. Des renforts continuent d'arriver à Rouen, on procède à de nombreuses arrestations. À partir de cette date tout attroupement est suivi de l'arrivée immédiate de la troupe. On signale des incidents à Darnétal le 3 avril, et à Brionne et Bernay dans l'Eure. Le 10, l'alerte est donnée au Havre où 2000 travailleurs des chantiers communaux manifestent leur mécontentement. Partout on cherche les « meneurs », on accuse des repris de justice. Au marché de Ry, trois hommes sont arrêtés, accusés de faire « un cours de communisme ».

C'est à Lillebonne que se produisent les premiers affrontements sanglants. Le jeudi 30 mars, les ouvrierEs se rassemblent place de la Mairie pour obtenir la mise en liberté provisoire de ceux des leurs arrêtés à la suite de la marche sur Bolbec du 29 février. Le lendemain, le cortège revient, précédé des porteurs d'un arbre de la liberté et d'un drapeau tricolore, et menace de prendre des otages à l'hôtel de ville en échange de la libération de leurs camarades. Cette fois, la ligne et la Garde nationale ont pris place : aux pierres qui sont lancées contre eux par des hommes armés seulement de bâtons et de louchets (bêches de terrassiers), les soldats ripostent par des tirs meurtriers. 35 manifestantEs sont blessésEs, et on relève 6 morts, dont deux femmes et les porteurs du drapeau et de l'arbre (un des blessés mourra le lendemain).

À Rouen, l'état de siège est proclamé. Les attroupements et « promenades » sont interdits, le général Ordener vient y établir son quartier général. « Il faut que l'ordre et le calme renaissent » proclame Deschamps. « Nulle autorité, nulle forme de gouvernement ne peuvent tolérer de tels excès. »

Les premières élections au suffrage universel

La bourgeoisie cependant continue d'installer sa république. Le 9 avril, à l'occasion de la plantation en grande cérémonie d'un arbre de la liberté béni par l'archevêque, les discours des officiels exaltent l'entente et la réconciliation. Mais les Gardes nationaux ne cachent pas leur hostilité à Deschamps et à ses amis. L'arbre est coupé dans la nuit du 11 avril. En signe de protestation, trois arbres sont plantés par la population ouvrière de Rouen qui écarte les Gardes nationaux et organise elle-même la surveillance.

La date des élections législatives - les premières au suffrage universel (moins les femmes) - approche.

Après un premier report, et d'infructueuses tentatives de l'extrême-gauche (des blanquistes en particulier) d'ajourner plus longuement le scrutin, celui-ci est fixé au dimanche 23 avril, dimanche de Pâques, « ce jour de régénération sociale » au dire de Crémieux, ministre de la Justice du Gouvernement provisoire. Il s'agit d'exercer pour la première fois pour tous un « droit politique important », comme le rappelle le journal de Rouen. La réaction, qui a compris que c'était pour elle un moyen facile de reprendre les rênes, orchestre une savante campagne. L'archevêque de Rouen recommande aux curés de son diocèse de ne pas célébrer la grand-messe ni les vêpres afin de laisser les électeurs gagner leur bureau de vote, souvent éloigné de leur domicile.

Pour le département, quatre listes sont établies, dont une seule - celle de Deschamps et Durand Neveu - composée de bourgeois et d'ouvriers, représente la tendance démocratique. Les trois autres, sur lesquelles on trouve un panachage des mêmes noms, sont patronnées par le Comité républicain dit comité Sénard. Elles sont composées de « la fine fleur la plus aristocratique de la bourgeoisie ». Lamartine, ministre des Affaires étrangères, est à la tête d'une de ces listes.

Ainsi, comme le souligne l'éditorialiste du journal d'Elbeuf « il y a deux camps dans notre ville, comme il y a deux camps par toute la France. D'une part il y a le camp des communistes et des ultra-démocrates. D'autre part il

y a le camp des citoyens qui veulent que la société progresse, mais qui ne veulent pas qu'elle soit bouleversée », c'est-à-dire les réformistes.

Arrive le jour des élections qui se déroulent partout sous l'œil vigilant du peuple. À Louviers, par exemple, la foule prend d'assaut un bureau de vote et exige le remplacement de son président, Lhuillier, connu pour ses opinions monarchistes. Il est obligé de trouver refuge deux heures durant au domicile du maire, tandis que les Gardes nationaux assurent la protection des maisons des royalistes. À Grand-Couronne, un contremaître est molesté par des ouvriers alors qu'il venait voter. Les résultats définitifs ne sont connus que le 27. Sur 27 913 inscrits, on ne dénombre que 1 994 abstentions. À Rouen même la liste républicaine Sénard l'emporte de peu sur la liste démocratique Deschamps, mais dans le reste du département, les « républicains incolorés » obtiennent une écrasante majorité.

La population ouvrière de Rouen ne tarde pas à manifester sa déception. La Garde nationale, triomphante, affiche une attitude provocante. Depuis le 26, des bandes d'enfants narguent les bataillons qui bivouaquent dans les galeries de l'Hôtel de Ville. Plus que jamais la Garde nationale est le symbole de la classe possédante. Déjà, quelques gardes isolés sont désarmés par les ouvriers.

Le 27, jour du résultat définitif des élections, le rassemblement populaire, place Saint-Ouen se fait plus important, des cris hostiles partent de la foule. Derrière les enfants, les gardes remarquent des « individus à la mine sinistre » : les ouvriers. C'est alors qu'ils se saisissent d'un enfant qui, portant un drapeau, s'était approché d'eux. Aussitôt c'est l'indignation : la foule, bien que désarmée, se fait menaçante. Deux coups de feu partent des galeries de l'Hôtel de Ville, et contre le peuple qui ne peut riposter qu'à coups de pierres, on lance les gardes et les dragons à cheval.

La nuit des barricades

Repliés dans les rues adjacentes, les manifestants y construisent aussitôt des barricades. La place Eau-de-Robec est défendue par quatre barricades, rue de la République, rue de Chaîne, rue du Pont de l'Arquet. Au total, on dénombre 41 barricades édifiées (rive droite et rive gauche), la nuit du 27 au 28 avril. Le faubourg Saint-Hilaire, la porte Guillaume-Lion, la place de la Croix-Saint-Pierre sont des quartiers fortifiés.

Sénard, démissionnaire de son poste de procureur en raison de son élection à l'Assemblée Constituante reprend en hâte ses fonctions, et organise fusillades et arrestations. La nuit rend les combats plus meurtriers. Le général Ordener, commandant en chef de la garnison à la place de Castellanne a les pleins pouvoirs. On demande aux riverains d'éclairer leurs façades pour mieux traquer les insurgés. Peu à peu les rues sont déblayées par des charges de cavalerie. Au matin du 28, les manifestants se sont repliés vers le faubourg Saint-Hilaire ; mais le quartier de la rue Martainville constitue encore un îlot d'après-défense. Force est à la répression qui fait intervenir l'artillerie sous les ordres du capitaine Marion-Vallée, surnommé le capitaine Canon. Les généraux Ordener et Gérard ordonnent l'attaque simultanée des deux dernières barricades de la rive droite, rue Martainville et rue des Arpents : deux canons à boulets sont mis en place, 4 coups tirés dont deux dans les façades d'immeubles suspectés d'abriter des insurgés. Un enfant de neuf ans est amputé d'une jambe. Les dégâts sont importants, les manifestants n'ont plus qu'à se cacher pour échapper aux poursuites. Deux bataillons du 52^{ème} de ligne patrouillent nuit et jour dans les rues, visitent les immeubles, arrêtent tous ceux qui portent une blouse. Certains prisonniers sont fusillés sur place. Sur les quais, deux ouvriers sont interpellés simplement parce qu'ils portent des pinces et une planche. En deux jours, les 27 et 28 avril, le nombre des arrestations s'élève à 250. À l'Hôtel de Ville, les Gardes nationaux se saisissent de l'adjoint Lemasson ; ils s'emparent également de Durand-Neveu ; les deux adjoints sont mis aux arrêts, accusés d'avoir tramé un complot et donné au peuple l'ordre de résister. Les forces de répression annoncent 24 morts (dont un soldat de ligne), les manifestants en dénombrent plus d'une centaine.

Traqués, les derniers démocrates se réfugient sur la rive gauche où des barricades s'élèvent dans le quartier Saint-Sever, rue d'Elbeuf et rue Saint Julien. Un dispositif d'artillerie est mis en place à 200 mètres de cette dernière barricade ; 15 coups de boulets sont tirés, les soldats organisent une véritable chasse à l'homme dans la campagne. La dernière barricade de Rouen est tombée.

Pour éviter que les ouvriers des faubourgs viennent prêter main-forte à leurs camarades, des pièces d'artillerie avaient été braquées sur les routes de Bapeaume et Déville.

Le 29 avril, le général Ordener peut se féliciter de « l'effet moral du bruit du canon ».

Les événements d'Elbeuf

Le centre ouvrier le plus proche de Rouen n'est pas resté indifférent au mitraillage du peuple. Le 28 avril, les ouvrierEs apprennent que la Garde nationale de la ville s'apprête à partir en renfort pour Rouen. Ils/elles se rassemblent place de l'Hôtel de Ville pour manifester leur opposition, deux d'entre eux sont tués par les soldats qui étaient déjà en place. Aussitôt la foule se disperse et va construire des barricades sur la route pour empêcher le passage des troupes. Des gardes trouvés isolés sont désarmés, les ouvrierEs préviennent leurs camarades des communes voisines. Ceux de Lalonde marchent sur Elbeuf, le maire en tête. Mais entre-temps un bataillon de liguards est entré à Elbeuf, l'assaut a été donné contre la barricade de la route de Rouen. Là aussi les manifestantEs sont poursuivis jusque dans la campagne. 40 arrestations sont opérées dès le lendemain, et 50 le 30. Sénard envoie des juges qui enquêtent sur place, des interrogatoires permanents ont lieu à l'Hôtel de Ville. En présence de 400 hommes de troupe, on procède à l'arrestation du maire de Lalonde. Le 2 mai, ce sont 140 personnes qui ont été interrogées, des perquisitions ont eu lieu à Elbeuf et dans les communes voisines. La troupe patrouille sans cesse à pied et à cheval. Le transport des prisonniers jusqu'à Rouen s'effectue par bateaux.

Applaudissements ou indignation

Dans le département ont lieu de nombreux déplacements de troupe. De tous côtés on envoie des militaires à Rouen ; 200 hommes de la Garde nationale mobile sont dirigés entre Le Havre et Rouen sur les points où le calme risque d'être menacé. Deschamps, qui en vain fait entendre des appels au calme, est désavoué par les événements et par la bourgeoisie conservatrice et triomphante ; il donne sa démission le 1^{er} mai. Son successeur annonce sa ferme intention de « constituer une administration devant laquelle toute agitation s'effacera ».

Les prisons continuent de se remplir. Le 4 mai, un commissaire spécial commence l'instruction. Les suspects ont parfois été arrêtés pour « propos malsonnants » ou « allées et venues » sur la voie publique.

Cependant à Paris les événements de Rouen ont alerté l'opposition démocratique. C'est d'abord la protestation énergique du Club Blanqui qui accuse nettement le Gouvernement provisoire de complicité avec les royalistes massacreurs du peuple. Des affiches, placardées sur les murs de la capitale, avertissent la population de la trahison et du danger. Le 6 mai, Barbès proteste à son tour à l'Assemblée nationale. Le journal « *La Commune de Paris* » ouvre ses colonnes à F. Limet, journaliste dont le frère a été arrêté à Rouen. « La terreur et la loi des suspects sont organisées à Rouen. Il suffit de porter une blouse pour être arrêté et battu à coups de crosse de fusil. On recherche les démocrates à domicile, et si on ne les trouve pas, on couche en joue leurs femmes et leurs enfants pour que leur asile soit découvert... C'est une guerre sociale, une guerre d'extermination entre la blouse et la redingote, entre la démocratie et la réaction. »

Le triomphe de la réaction : Juin 1848

Le 15 mai, l'Assemblée nationale est envahie par les militants de l'extrême-gauche qui protestent contre les mesures de plus en plus réactionnaires prises par la Constituante. « Attentat des Anarchistes » titre le *Journal de Rouen* et les bourgeois de la cité normande réunissent aussitôt 2 600 signatures pour soutenir les députés.

Localement, les démocrates parviennent cependant à marquer encore quelques points. Léon Salva, un ancien du Comité démocratique, est élu chef du bataillon de la Garde nationale à Sotteville (5). Maromme et Darnétal n'élisent que des démocrates convaincus. Mais en règle générale les postes d'officiers de la Garde nationale restent à la réaction.

Le 1^{er} juin, ont lieu dans le département des élections législatives complémentaires ; les abstentions sont nombreuses.

Le 4 juin, Sénard, le « mitrailleur de Rouen », ce « nouveau thermidorien », est nommé président de l'Assemblée nationale. La cause de l'ordre, c'est-à-dire la défaite du peuple, a triomphé. La Garde nationale est encensée, récompensée, portée à la gloire.

Le 23 alors que le peuple de Paris se soulève désespérément contre cette République bourgeoise, Rouen reste calme, mais les bataillons bivouaquent place de la Mairie, sur le pied de guerre.

300 volontaires partent pour la capitale, afin de porter secours au gouvernement qui a donné les pleins pouvoirs au général Cavaignac afin qu'il réprime le soulèvement populaire. Faubourg Saint-Antoine, un garde rouennais est

tué d'une balle alors qu'il se penchait à la fenêtre de la maison où il était en garnison ; il est enterré à Rouen en grande pompe, un monument est élevé en son honneur au cimetière.

Après la répression de juin, Rouen, la cité prospère, retrouve le sommeil. Néanmoins les arrestations continuent. Au total, 316 personnes sont prévenues pour « excitation à la guerre civile ». Des charges sont retenues contre 76 accusés qui comparaissent devant la cour d'Assises de Caen. Après quatre semaines de procès, 49 condamnations sont prononcées le 7 décembre 48, dont 5 aux travaux forcés à perpétuité.

À Rouen, la place est nette pour le coup d'Etat de Napoléon III, trois ans plus tard. Des événements semblables ont lieu dans de nombreuses villes de province, notamment à Rodez, Nîmes et surtout Limoges où les ouvriers en porcelaine installent une municipalité ouvrière.

Ils ont été suffisamment nombreux en tout cas pour que le ministère de la Justice du Gouvernement provisoire ouvre un dossier intitulé « les conflits qui ont éclaté depuis le 24 février ».

NOTES :

(1) Il fallait être imposable pour faire partie de la Garde Nationale, ce qui en éliminait les ouvriers dont les revenus étaient insuffisants.

(2) Les chemins de fer sont alors propriété privée. À Valenciennes, la gare est attaquée aux cris de « À bas les Rotschild ».

(3) Le 23 février, le gouvernement a mis en place une Commission pour les travailleurs, présidée par Louis Blanc.

(4) Cette mesure est une nouvelle cause de mécontentement : en effet, à Paris, la journée de travail est ramenée à 10 heures, et la disparité est mal reçue par les ouvriers de province.

(5) Léon Salva mourra en déportation en Afrique, à Lambessa, après sa participation à la résistance au coup d'Etat de décembre 1851.

LUTTES OUVRIÈRES



ÉDITIONS FLORÉAL

LES DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE